



COMMUNE DE
EPERLECCQUES

DELIVRANCE D'UN PERMIS
MODIFICATIF
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA
COMMUNE

DOSSIER N° PC 062297 24 00013 M01 dossier déposé complet le 22/11/2024	SURFACE DE PLANCHER
Demandeur : Monsieur Patrick DUBOC	Existante : 451,00 m ²
Demeurant : 6 Rue de Bleue Maison 62910 EPERLECCQUES	Créée : 91,00 m ²
Pour : Les modifications porteront sur le garage numéro 2 : Modification de pente de toit : 2 versants à 35° comme la construction principale Matériau de couverture : en tuiles de terre cuite de coloris rouge comme le volume principal	Démolie : 132,00 m ²
Sur un terrain sis : 3 Rue de Bleue Maison 62910 EPERLECCQUES	Destination : habitation
Références cadastrales : B848, B848, B888	Nombre de logements créés : 1
Superficie du terrain : 2 437,00 m ²	Nombre de logements démolis : 0

Le Maire,

Vu la demande de permis modificatif de susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le plan local d'urbanisme Intercommunal approuvé le 24/06/2019,
Vu l'affichage de l'avis de dépôt en mairie en date du ,
Vu le permis initial déposé le 11/06/2024, par Monsieur Patrick DUBOC, demeurant 6 Rue de Bleue Maison
62910 EPERLECCQUES, pour la construction d'un logement locatif + garages, accordé le 27/08/2024,
Vu le permis modificatif déposé en mairie le 22/11/2024 portant sur les modifications suivantes :
A la demande du pétitionnaire, les modifications porteront sur le garage numéro 2 : Modification de pente de toit
: 2 versants à 35° comme la construction principale . Matériau de couverture : en tuiles de terre cuite de coloris
rouge comme le volume principal

ARRÊTE (20241336)

Article 1

Le permis modificatif susvisé est accordé sous réserve du respect des prescriptions aux articles
suivants :

Article 2

Les prescriptions et observations contenues dans l'arrêté de permis de construire initial non contraires aux
dispositions du présent arrêté sont maintenues.

Le présent arrêté ne modifie pas la durée de validité du permis de construire initial.

Fait à EPERLECCQUES, le 29/11/2024

Le Maire
Nom, Prénom LAURENT DENIS



DATE D’AFFICHAGE EN MAIRIE :

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l’autorisation est exécutoire.

L’autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L’affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s’il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l’adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

L’affichage doit également mentionner qu’en cas de recours administratif ou de recours contentieux d’un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d’irrecevabilité à l’autorité qui a délivré l’autorisation, ainsi qu’à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L’autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l’arrêté.

L’autorisation peut être prorogée, c’est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l’expiration du délai de validité si les prescriptions d’urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n’ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l’autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d’avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d’ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu’il appartient au destinataire de l’autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d’un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d’un recours gracieux l’auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l’Etat, saisir d’un recours hiérarchique le ministre chargé de l’urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L’absence de réponse au terme d’un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l’égard des tiers à compter du premier jour d’une période continue de deux mois d’affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Article L461-1

Le préfet et l’autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3 ou leurs délégués, ainsi que les fonctionnaires et les agents mentionnés à l’article L. 480-1 peuvent visiter les lieux accueillant ou susceptibles d’accueillir des constructions, aménagements, installations et travaux soumis aux dispositions du présent code afin de vérifier que ces dispositions sont respectées et se faire communiquer tous documents se rapportant à la réalisation de ces opérations.

Le droit de visite et de communication prévu au premier alinéa du présent article s’exerce jusqu’à six ans après l’achèvement des travaux.

Article L480-12

Le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les autorités, fonctionnaires et agents habilités à exercer les missions de contrôle administratif prévues au chapitre Ier du titre VI du présent livre ou de recherche et de constatation des infractions prévues par le présent code est puni de six mois d’emprisonnement et de 7 500 € d’amende.